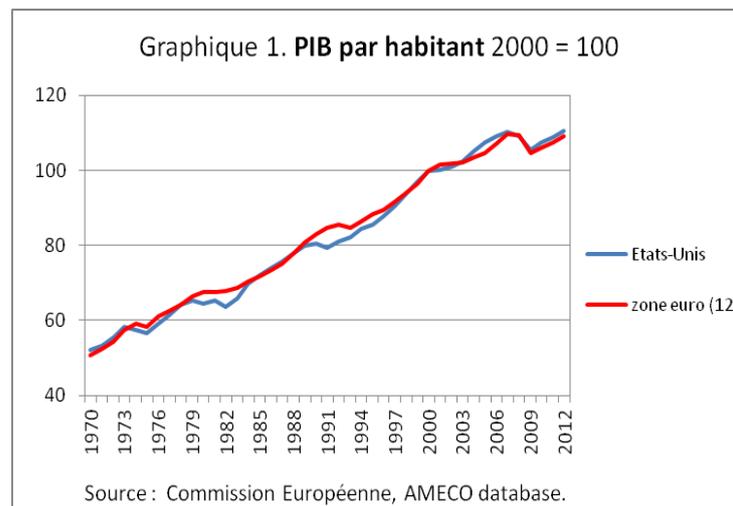


La nouvelle mode du miracle allemand

Francisco Vergara, économiste et statisticien, *LeMonde.fr*, 12 mai 2011

Il y a quelques années en France, la mode était d'insister sur l'extraordinaire dynamisme de l'économie américaine comparé à la mollesse de la zone euro. En avril 2006, par exemple, le président de la Banque centrale européenne (BCE) [Jean-Claude Trichet](#) affirmait que « depuis le début des années 1990, l'écart entre le taux de croissance du PIB par habitant des Etats-Unis et celui de la zone euro n'a cessé de se creuser ». Quelques mois plus tard, dans le numéro commémorant le vingt-cinquième anniversaire de sa revue économique, [l'Observatoire français des conjonctures économiques \(OFCE\)](#) reprenait l'idée et parlait de « décrochage des pays de la zone euro en termes de PIB par tête... nulle part dans le monde développé depuis quinze ans la performance économique n'a été aussi décevante ».

Aujourd'hui, avec le recul, on voit que les performances par habitant étaient (et sont encore) très similaires des deux côtés de l'Atlantique. Comme le montre le graphique ci-contre de la Commission européenne (Ameco database), c'est en choisissant une période de quinze ans favorable aux Etats-Unis (de 1990 à 2005) que nos auteurs arrivaient à leurs conclusions. S'ils avaient choisi une autre période, 1987 à 2002 par exemple, ou plus récemment celle de 2004 à 2010, l'avantage aurait été pour la zone euro.



Remarquons que Jean-Claude Trichet comprend parfaitement le rôle que joue le choix de la période lorsqu'on compare les performances de deux ensembles économiques. Ainsi, [invité du Grand Jury RTL en février 2010](#), lorsque sa politique monétaire était accusée d'avoir freinée la croissance de la zone euro, il avait bien su choisir une période plus propice : « Je fais des comparaisons en produit intérieur par tête (...) sur les onze dernières années (...) et j'ai la même chose des deux côtés de l'Atlantique. »

DEUX ERREURS À ÉVITER

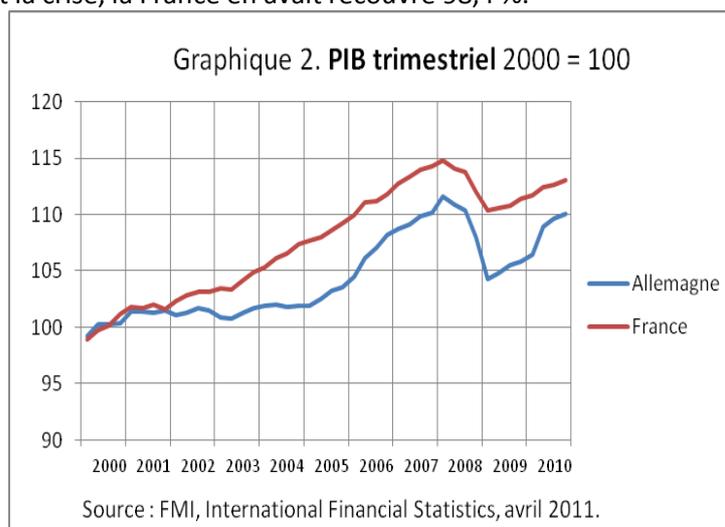
La nouvelle mode porte sur le retard que la France serait en train de prendre par rapport à une Allemagne qui s'emballe. Comme l'écrivait Jean-Marc Vittori le 15 avril dans [Les Echos](#) : « L'Allemagne triomphe », et l'éditorialiste des *Echos* de citer l'OFCE selon laquelle « le revenu par tête a progressé en cinq ans de 8 % outre-Rhin, alors qu'il n'a gagné que 1 % de ce côté-ci ».

Cette comparaison apparemment irréfutable, contient néanmoins deux erreurs simples qu'il suffit d'éviter pour que le différentiel en faveur de l'Allemagne s'évanouisse. La première est de choisir arbitrairement une période, comme 2005-2010, très favorable à l'Allemagne. On sait pourtant que,

depuis 1960, notre voisin a connu deux autres phases similaires (1982-1987 et 1989-1994), pendant lesquelles on a aussi crié au « miracle » allemand, avant de revenir à des opinions plus sobres.

La deuxième erreur est de se servir du PIB par tête pour comparer la performance d'un pays où la natalité s'effondre (l'Allemagne), avec celui d'un autre dont les naissances tendent à augmenter (la France). Pour les performances à court terme, c'est un indicateur qui induit en erreur car une diminution des naissances augmente immédiatement le PIB par tête (en réduisant le nombre d'habitants sans diminuer tout de suite la force de travail).

On se fait une idée différente des performances respectives si on compare les PIB tout court, et qu'on prend un peu de recul, comme le fait le graphique ci-contre du FMI (*International Financial Statistics*, mai 2011). On constate que l'impressionnante accélération allemande en 2009 et 2010 ne fait que compenser une contraction violente en 2008, tout comme la croissance française plus modérée suit une contraction moins forte. Ainsi, à la fin de 2010, l'Allemagne avait récupéré 98,5 % du PIB perdu pendant la crise, la France en avait recouvré 98,4 %.



Remarquons aussi que la récente pointe de vitesse allemande s'essouffle, et qu'au dernier trimestre de 2010, le différentiel entre les taux de croissance des deux pays a disparu. D'après les prévisions d'avril du Fonds monétaire international (FMI), la France recommence à croître plus vite que l'Allemagne en 2013, et cela jusqu'en 2016 (les prévisions s'arrêtent à cette date).

Les prévisions sont toujours hasardeuses, mais les raisons pour penser que l'avantage allemand sur la France n'est que passager sont nombreuses : le taux de croissance de la population est plus élevé en France de 0,8 points (+ 0,5 % contre - 0,3 %), l'investissement (FBCF) est plus élevé de trois points de PIB, la dépendance par rapport aux exportations et par rapport aux pays dont la croissance ralentit, ainsi que la dépendance énergétique, sont moindres. Sans parler du plus long terme lorsque les générations creuses commenceront à arriver sur le marché du travail allemand vers 2017.

Il y a beaucoup de choses admirables à apprendre de l'Allemagne. Mais il faut bien savoir ce que nous voulons. Si nous réduisons le nombre des naissances de 30 %, nous sommes assez certains d'obtenir assez rapidement (pendant un certain temps) une accélération du PIB par habitant de 0,8 points par an. Si nous accentuons l'austérité salariale, personne ne peut garantir que la croissance du PIB sera meilleure.